



Le parc éolien de la communauté de communes dont fait partie Vitry-le-François, dans la Marne. SIEMENS GAMESA

L'écologie, second souffle pour les villes en déclin

Certains maires misent sur l'agriculture urbaine ou l'énergie verte comme leviers de redéveloppement

REPORTAGE

VITRY-LE-FRANÇOIS (MARNE) - envoyée spéciale

O nest au dos mur, on n'a plus le choix », résume Jean-Pierre Bouquet. Pas facile d'être maire de Vitry-le-François (Marne), ville ouvrière de 13000 habitants plantée entre Châlons-en-Champagne et Troyes, sur la « diagonale du vide ». Détruite à 96 % pendant la seconde guerre mondiale, cette commune avait livré les clés de sa reconstruction et de son développement à un patronat industriel et à son puissant bailleur social, Vitry Habitat, devenu peu à peu propriétaire des deux tiers des logements. Aujourd'hui, celle qui fut l'incarnation d'une certaine France industrielle et rurale des « trente glorieuses » assiste à l'effondrement de ce modèle.

Les usines – plasturgie, pièces de métal pour l'automobile, tuyaux,

emballages – ferment ou s'automatisent, les jeunes sont aspirés par les métropoles, les commerces vacants du centre-ville trouvent difficilement reprenneurs, les cadres ou professions intermédiaires vont dans les campagnes, depuis sa « grande époque ». Les HLM, érigés dans les années 1950 et 1960 pour loger les familles d'ouvriers, se sont peu à peu vidés, hérissant la ville de tours fantômes aux volets baissés. Récemment, certaines ont été démolies.

Mais Jean-Pierre Bouquet veut croire à la résurrection de cette cité créée par François I^{er}, roi qui a donné à Vitry son nom et son emblème, la salamandre. « Un animal dont on dit qu'il résiste aux flammes », glisse l'élu socialiste. Sa porte de secours, il la voit dans la transition énergétique. Et dans la sortie du modèle actuel, où la consommation d'énergie du parc immobilier vieillissant est 50 %

plus élevée que la moyenne française. Déjà, la communauté de communes abrite un vaste parc éolien. La ville vient surtout de racheter la chaufferie au bois du bailleur social, mal entretenue et en surcapacité, pour la moderniser et lui adjoindre, grâce à une PME venue s'installer à Vitry, une installation lui permettant de produire de l'hydrogène vert.

Des trajectoires inversées

Le maire va aussi lancer, grâce à des financements de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et à un partenariat avec l'école d'ingénieurs Centrale Supélec, un projet pilote de stations-service d'hydrogène alimentées par de la biomasse, qui serviront dans un premier temps pour une flotte de véhicules municipaux. Un dispositif avec lequel le maire espère créer quelques emplois et dégaier des revenus. Quant aux terrains vacants, ils

sont mis à profit : certains sont loués à une société qui va y installer des panneaux solaires, des éoliennes et une unité de pyrolyse pour recycler les plastiques et fabriquer du carburant.

Se verdier pour ne pas mourir. Miser sur les technologies « écologiques », l'autonomie énergétique ou alimentaire et la qualité de vie, plutôt que de tenter d'attirer en vain des habitants, des entreprises tertiaires ou des centres commerciaux. Depuis dix ans, des trajectoires de ce type sont observées et analysées par des chercheurs aux Etats-Unis, en Allemagne ou en France : ce sont les *shrinking cities* (« villes qui rétrécissent »).

Aux Etats-Unis, ces stratégies urbaines ont vu le jour suite à la crise des subprimes, à partir de 2007. Les images spectaculaires de Detroit ou de Cleveland en ruine ont fait le tour du monde. Cette crise a laissé beaucoup de terrains disponibles. « Ce foncier, pas convoité

« Les bénéfices de ces politiques ne résolvent pas les difficultés sociales des habitants »

VINCENT BÉAL
sociologue

par des promoteurs ou des grands groupes d'aménagement urbain, a alors été le levier pour développer des usages innovants, souvent liés à la transition énergétique », observe Max Rousseau, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) et spécialiste du sujet.

Combinée à l'émergence des énergies renouvelables, qui prennent tout leur sens lorsqu'elles sont produites localement, et à la montée de la prise de conscience écologique, cette situation a donné naissance à de nouveaux types de politique : agriculture urbaine, reforestation, création de chemins de randonnée urbains à la place des routes devenues inutilisées, espaces festifs ou associatifs d'urbanisme éphémère, comme La Cartonnerie à Saint-Etienne...

A Decazeville (Aveyron), ville industrielle qui compte 21 % de logements vacants et a perdu presque la moitié de ses habitants en quarante ans, l'une des friches accueillies depuis un an une ferme de panneaux solaires, qui fournit environ 6000 foyers. « Nous navions pas la possibilité de reconverter ce terrain pendant trente ans, à cause de la pollution. Une des seules choses que l'on pouvait faire, c'était des panneaux solaires. Donc on a lancé un appel d'offres. Le groupe Valeco nous loue les terrains, et nous verse une partie des revenus », explique André Martinez, président de la communauté de communes du Bassin de Decazeville-Aubin. La collectivité aimerait aussi utiliser la chaleur produite dans les mines pour la géothermie. Sur un autre

site racheté à l'ancien établissement public Charbonnages de France, un parc naturel a ainsi été créé, tandis qu'une forêt de robiniers, le bois jadis utilisé pour soutenir les galeries, a poussé naturellement. La collectivité locale va exploiter cette essence pour créer des meubles et développer une filière, en partenariat avec le lycée professionnel.

Un sujet tabou en France

Villes mortes, villes vertes ? A Vitry-le-François, Jean-Pierre Bouquet réfléchit à un plan « biodiversité » pour sa ville, à « déminéralisée », c'est-à-dire ôté du goudron d'une grande avenue devenue moins passante, et continue sa politique de dé-densification de certains quartiers HLM. « Pour ces villes, ce déclin est un moyen d'offrir une meilleure qualité de vie à ceux qui restent et permet de tisser un nouveau lien social. Mais cette approche n'a pas réponse à tout. Les bénéfices de ces politiques ne résolvent pas les difficultés sociales des habitants. Elles peuvent générer des effets ambigus de gentrification, ou de rejet de la densité en tant que telle. Mais, surtout, c'est un discours compliqué à assumer, l'idée d'une ville en déclin reste taboue en France », affirme Vincent Béal, sociologue et maître de conférences à l'université de Strasbourg, spécialiste des villes en décroissance.

« La France se distingue de l'Allemagne et des Etats-Unis, car il n'existe aucune politique publique de gestion de la décroissance. La mise à l'agenda de ce problème structurel, qui concerne près d'un tiers des aires urbaines en France, est encore timide », affirment les chercheurs français du projet de recherche « Altergrowth », qui étudie les *shrinking cities*.

Ainsi, à Vitry-le-François, il n'est pas question d'assumer la décroissance, mais plutôt de construire une image de « ville à la campagne » : un espace de coworking va ouvrir l'année prochaine et un marché de producteurs locaux est en projet. La salamandre pourrait renaître de ses cendres. ■

JESSICA GOURDON

Grande-Synthe, de la crise industrielle à la ferme urbaine

À GENOUX SUR SON LOPIN DE TERRE, Zakaryan Zazoui, 30 ans, termine de remplir un sac plastique avec de grosses tomates. « Là, j'en ai facile 3-4 kilos, je vais pouvoir en donner aux voisins et aux collègues », commente cet ouvrier du bâtiment. Cela fait deux ans qu'il cultive, avec l'aide de ses deux enfants, tomates, carottes et pommes de terre dans l'un des 6 potagers urbains créés par la commune de Grande-Synthe (Nord). Régulièrement, Julien Mierzejewski, un animateur municipal, passe donner un coup de main aux habitants, les aide à trouver des solutions naturelles de remplacement aux pesticides, leur fournit des graines ou du matériel pour leurs parcelles. Depuis deux ans, 170 familles cultivent ainsi leurs légumes bio entre les HLM.

Ici, l'agriculture urbaine n'est pas une occupation pour bobos. « D'ailleurs, c'est simple, des bobos, il n'y en a pas », lâche Julien Mierzejewski, qui anime aussi, dans l'« éco-maison » de la ville, des « ateliers d'autonomie », dans lesquels il apprend aux habitants à cuisiner leurs légumes, fabriquer leur lessive ou des cosmétiques.

La révolution verte après la crise sociale et industrielle ? Tel est l'itinéraire de Grande-

Synthe, ville de 23000 habitants davantage connue pour les migrants qui y font escale en chemin vers l'Angleterre que pour sa politique de transition énergétique. Composée à 70 % de logements sociaux, cette ville, née dans les années 1960 avec l'explosion du port de Dunkerque, cumule les difficultés. La pauvreté touche 31 % de ses habitants, son taux de chômage frôle les 30 %. Son usine sidérurgique, qui employait jadis 10 000 personnes, en fait désormais travailler cinq fois moins.

Une politique de « transition »

Face à ces défis, Damien Carème, maire (EELV) depuis 2001, croit que les politiques de développement durable sont les réponses de long terme aux difficultés sociales des habitants. L'édile, assis dans un fauteuil occupé de 1971 à 1992 par son père, René, résume sa politique en une formule : la « transition ». Attirer de nouveaux habitants, alors que Grande-Synthe en a perdu 6000 en trente ans ? Construire de nouvelles zones commerciales ? Soutenir l'agrandissement du port de Dunkerque, et l'accroissement du trafic routier qui irait avec ? Bien que créatrices d'emplois, ces stratégies lui

semblent appartenir au passé. « On ne veut plus être tributaire de multinationales qui peuvent fermer demain », résume Damien Carème, qui mène paradoxalement sa politique grâce à la richesse fiscale que lui assure encore l'usine d'ArcelorMittal.

Mais son ambition principale reste de faire de Grande-Synthe une « ville nourricière », « libérer des espaces pour remettre la nature en ville », et y « relocaliser la production agricole ». A l'ère postindustrielle, celle qu'on appelle « Usinorville » a fait son choix : renouer avec son passé d'avant-guerre de village rural. Outre les potagers municipaux, des arbres fruitiers ont été plantés dans divers endroits, avec cueillette en libre-service. Bientôt, des poulaillers partagés complèteront ce dispositif. Le maire vient surtout de racheter des terrains pour implanter une ferme bio de plusieurs hectares au cœur de la ville, qui fournira les cantines en légumes et vendra le reste aux habitants. La ville dispose aussi de chevaux pour transporter des personnes, et s'est lancée dans l'écopâturage : des animaux broutent l'herbe à la place des tondeuses. ■

JE. GO. (GRANDE-SYNTHE, ENVOYÉE SPÉCIALE)